# CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 65.170/4
du 4 février 2019

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'transposant la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE'

# RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 65.170/4
van 4 februari 2019

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'ter omzetting van Richtlijn (EU) 2016/1629 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG'

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Le 10 janvier 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'transposant la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 février 2019. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 février 2019.

*

Op 10 januari 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'ter omzetting van Richtlijn (EU) 2016/1629 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 februari 2019. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 februari 2019.

*

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

## FORMALITÉS PRÉALABLES

Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', le projet examiné doit faire l'objet d'une évaluation au regard du principe de handistreaming.

Depuis le 1er janvier 2019, date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 4 octobre 2018 'tendant à l'introduction du test d'égalité des chances', ce rapport doit être intégré dans le rapport d'évaluation de l'impact du projet dit « test d'égalité des chances », conformément au modèle repris en annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 novembre 2018 'portant exécution de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tenant à l'introduction du test égalité des chances'.

L'alinéa 6 du préambule sera également revu conformément à cette observation.

## OBSERVATIONS GÉNÉRALES

### Publication du standard ES-TRIN 2017/1

Dans son avis n° 64.491/4 donné le 20 novembre 2018 [1], la section de législation a formulé l'observation suivante :

> « Le projet examiné vise à transposer la directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 'établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la directive 2009/100/CE et abrogeant la directive 2006/87/CE' [2].

[1] Avis n° 64.491/4 donné le 20 novembre 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 'portant transposition de la Directive 2016/1629/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/64491.pdf.

[2] *Note de bas de page n° 1 de l'avis cité* : Telle que modifiée par la directive déléguée (UE) 2018/970 du 18 avril 2018, qui a notamment remplacé la référence faite au standard ES-TRIN 2015/1 par une référence au standard ES-TRIN 2017/1.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Comme cette dernière, le projet dispose, en son article 7, paragraphe 3 :

'Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est délivré à un bâtiment à l'issue d'une visite technique effectuée avant la mise en service du bâtiment et visant à vérifier qu'il est conforme aux prescriptions techniques prévues aux annexes 2 et 5' [3].

Contrairement à l'annexe 5 – Dispositions de procédures détaillées, l'annexe 2 – Prescriptions techniques minimales applicables aux bâtiments navigant sur les voies d'eau intérieures des zones 1, 2, 3 et 4, ne reproduit pas les prescriptions techniques en question. Elle se limite, en effet, au texte suivant :

'Les prescriptions techniques applicables aux bâtiments sont celles qui sont énoncées dans le standard ES-TRIN dans sa dernière version (Standard européen établissant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure)' [4].

Comme l'indique la note au Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, ce standard développé par le Comité européen pour l'élaboration de standards dans le domaine de la navigation intérieure (en abrégé : CEVNI) organe créé par la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (en abrégé : CCNR), n'est pas contraignant en tant que tel. Il revient donc bien à la Région wallonne, mettant en œuvre la compétence que lui attribue l'article 6, § 1er, X, 11°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles' de lui donner un tel caractère contraignant, afin d'assurer la transposition de la directive (UE) 2016/1629.

Conformément à l'article 190 de la Constitution, les prescriptions techniques énoncées dans le standard ES-TRIN 2017/1 doivent dès lors faire l'objet d'une publication dans la forme déterminée par la loi, pour se voir reconnaitre un caractère obligatoire. L'auteur du projet veillera donc à assurer la publication effective de ces prescriptions techniques au *Moniteur belge*.

L'annexe 2 du projet sera [revue] en ce sens ».

Cette observation vaut également pour le projet à l'examen.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. Un nouvel alinéa 1er, consacré au visa de l'article 11 de la loi du 15 mars 1971 'concernant les droits de navigation à percevoir sur les voies navigables administrées par l'État', doit être inséré dans le préambule. Cette disposition procure un fondement juridique aux articles 65 à 67 du projet examiné, qui modifient l'arrêté royal du 7 décembre 2007 'fixant les tarifs des rétributions pour les prestations concernant les certifications des bâtiments de navigation intérieure'.

[3] *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Ce paragraphe transpose l'article 6, paragraphe 4, de la directive (UE) 2016/1629.

[4] *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : À comparer avec l'annexe 2 de la directive (UE) 2016/1629, qui dispose : « Les prescriptions techniques applicables aux bâtiments sont celles qui sont énoncées dans le standard ES-TRIN 2017/1 ».

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

2. À l'alinéa 1er, le visa des articles 19 à 28 de la loi du 5 juin 1972 'sur la sécurité des bâtiments de navigation' doit être omis, ces dispositions ne constituant pas le fondement juridique du projet.

3. L'alinéa 5 doit être omis, l'article 16*bis* de l'ordonnance du 3 décembre 1992 'relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale' ne constituant pas le fondement juridique du projet.

4. Deux nouveaux alinéas, consacrés respectivement aux visas de l'arrêté royal du 9 mars 2007 'portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume' (modifié par les articles 61 à 64 du projet) et de l'arrêté royal du 7 décembre 2007 'fixant les tarifs des rétributions pour les prestations concernant les certifications des bâtiments de navigation intérieure' (modifié par les articles 65 à 67 du projet), doivent être insérés dans le préambule.

5. L'alinéa 7 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 65.170/4 du Conseil d'État donné le 4 février 2018, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » [5].

## DISPOSITIF

### Article 2

Au point 25, les mots : « de la présente directive » doivent être remplacés par les mots « de la directive 2016/1629 » [6].

### Article 4

L'article 4 doit être complété afin d'y faire référence à l'annexe V, pour ce qui concerne la composition de la Commission de visite.

[5] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

[6] Conformément à la définition donnée à l'article 2, point 5.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Article 5

1. Il convient de rédiger la disposition en manière telle que l'auteur du projet ne donne pas à penser qu'il est de sa compétence d'imposer à la Commission européenne l'obligation d'informer les autres États membres.

2. La mention « § 1er. » sera ajoutée après la mention « Art. 5 ».

Article 35

La tenue de la base de données européenne sur les bateaux de navigation intérieure est une mission que l'article 19, paragraphe 1er, de la directive (UE) 2016/1629 attribue à la Commission européenne. Cette disposition ne doit, dès lors, pas être transposée.

L'article 35 sera donc omis.

Article 36

Les termes « autorité compétente » doivent être chaque fois remplacés par ceux de « Commission de visite », dans le cadre de la transposition de l'article 19, paragraphe 2, de la directive (UE) 2016/1629.

Article 38

La rédaction de l'alinéa 2 doit être revue afin de mieux assurer la transposition de la dernière phrase de l'article 19, paragraphe 4, de la directive (UE) 2016/1629, laquelle énonce :

> « Les États membres veillent à ce que le pays tiers ou l'organisation internationale ne transfère pas les données vers un autre pays tiers ou une autre organisation internationale, sauf autorisation écrite expresse et sous réserve du respect des conditions fixées par l'autorité compétente de l'État membre ».

Article 50

La structure du paragraphe 1er manque de clarté.

Mieux vaut écrire, à l'alinéa 1er, « […] du présent arrêté aux bateaux d'excursion urbains qui naviguent sur des voies d'eau intérieures non reliées entre elles » et à l'alinéa 2 « […] du présent arrêté aux barges poussées navigant isolément qui effectuent des trajets limités dans une zone géographique réduite ou dans des zones portuaires ».

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Article 51

Afin de mieux délimiter la faculté accordée à la Commission de visite d'octroyer des dérogations ou des reconnaissances d'équivalence qui y est prévue, il convient d'insérer, dans le membre de phrase introductif de l'article 51, après les mots « des dispositions techniques » les mots « applicables en vertu d'un acte d'exécution mentionné à l'article 25, § 1er, de la directive 2016/1629 ».

Article 52

L'article 52 doit être revu afin d'y transposer plus fidèlement l'article 26 de la directive (UE) 2016/1629. Il convient en effet d'y préciser que les dérogations qui y sont prévues sont accordées, d'une part, après l'expiration des dispositions transitoires concernant les prescriptions techniques prévues à l'annexe II, et, d'autre part, en vertu d'un acte d'exécution mentionné à l'article 26, paragraphe 1er, de cette directive [7].

Article 53

Le projet examiné étant un arrêté d'exécution de la loi du 5 juin 1972, l'article 53, qui ne fait qu'en rappeler l'application des dispositions pénales, est inutile et doit être omis.

Article 55

La date limite du 30 décembre 2018 doit être revue, afin de laisser aux destinataires de cette norme un délai raisonnable pour s'y conformer.

Articles 59 et 60

Les articles 59 et 60 visent à modifier les articles 1er, 11 et 12, de l'arrêté royal du 8 mars 2007 'relatif aux bateaux de navigation intérieure qui sont aussi utilisés pour effectuer des voyages non internationaux par mer'.

Le remplacement de l'arrêté royal du 19 mars 2009 'relatif aux prescriptions techniques des bateaux de la navigation intérieure' dans le cadre de la transposition de la directive (UE) 2016/1629, nécessite cependant de modifier de manière plus globale l'arrêté royal du 8 mars 2007, et notamment ses articles 3, 5, et 7 à 10; ce qui pourrait également faire l'objet d'un arrêté distinct.

[7] Voir, à titre d'exemple, l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 'établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure', ainsi que l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Les articles 59 et 60 seront, dès lors, soit complétés, soit distraits du projet [8].

Article 61

1. À l'article 1er, 23°, en projet, de l'arrêté royal du 9 mars 2007 'portant les prescriptions d'équipage sur les voies navigables du Royaume', la section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison il est prévu d'ajouter, dans la définition des termes « bateau de promenade urbaine », que ce type de bateau doit avoir « une longueur de ligne de flottaison de moins de 25 mètres », alors que l'article 1.01 de l'annexe III du projet prévoit une longueur maximale de 20 mètres, pour les bateaux ouverts d'excursion en villes, et une longueur maximale de 30 mètres, pour les bateaux d'excursion urbains fermés ; ces longueurs étant mesurées conformément à la définition donnée à l'article 2, point 22, du projet [9].

L'article 61 sera réexaminé dans un souci de cohérence.

2. L'article 1er, 27°, de l'arrêté royal du 9 mars 2007, pourrait également être modifié, comme l'ont déjà prévu les deux autres régions [10].

Article 62

Il sera précisé que la modification s'insère dans « l'article 16, § 1er, 1°, j), du même arrêté ».

Article 64

Dans l'article 28, en projet de l'arrêté royal du 9 mars 2007, il est question, dans la première phrase de « l'organisme de contrôle », et dans la deuxième phrase, de « la Commission de visite ».

À la lecture de la définition de la Commission de visite donnée par l'article 61, 3°, du projet, qui renvoie à l'article 2.01 de l'annexe V, il semble que la Commission de visite soit, pour la Région de Bruxelles-Capitale, « l'organisme de contrôle » en question.

Si tel est bien le cas, mieux vaut n'utiliser, à l'article 28, en projet de l'arrêté royal du 9 mars 2007 que les seuls termes « Commission de visite ».

[8] L'alinéa qui vise l'arrêté royal du 8 mars 2007 étant dans le second cas omis du préambule.

[9] L'article 1er, 25°, de l'arrêté royal du 9 mars 2007, donne une définition similaire de la longueur (L).

[10] Voir l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 juillet 2015 'modifiant la réglementation relative à la politique de la mobilité, aux travaux publics et au transport et à la politique en matière de sécurité routière, pour ce qui est des compétences transférées dans le cadre de la sixième réforme de l'État', article 145, et l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, article 30, e).

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Dans le cas contraire, cette disposition, ainsi que la définition de la Commission de visite, telle qu'elle figure tant à l'article 2, point 2, qu'à l'article 61, 3°, du projet, doivent être revues pour mieux y exprimer l'intention de leur auteur.

Intitulé de la sous-section 3 et article 65

Dans la version française, il sera fait mention de l'intitulé correct de l'arrêté royal du 7 décembre 2007.

Article 70

L'article 70 dispose que l'arrêté entre en vigueur (lire : produit ses effets) le 7 octobre 2018.

Or, la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Annexes

1. L'annexe V doit être revue afin d'assurer la transposition effective de l'annexe V de la directive (UE) 2016/1629, plutôt que de se borner à la recopier. Il convient notamment :

– d'y remplacer les mots tels que « les/chaque/chacun des État(s) membre(s) », « les autorités de l'État membre », « les autorités compétentes », par l'autorité régionale désignée dans le cadre de la transposition, sauf dans les cas où sont expressément visées les autorités de tout État membre ou d'un autre État membre (comme, par exemple, aux articles 2.09, points 3 et 4, et 2.17, point 2) ;

– de remplacer, aux articles 2.03, 2.17, et 2.18, la référence à « la présente directive » par une référence interne au projet.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

2. Sous chacune des annexes, il y a lieu de mentionner la formule suivante:

« Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [...] transposant la Directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la Directive 2009/100/CE et abrogeant la Directive 2006/87/CE » [11].

Chaque annexe doit en outre être soumise aux mêmes signatures que l'arrêté auquel elle est jointe [12].

*

[11] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-8-2.

[12] *Ibid.*, recommandation n° 172, e).

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

## VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 'betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' dient het voorliggende ontwerp geëvalueerd te worden vanuit het oogpunt van handistreaming.

Sedert 1 januari 2019, de dag waarop de ordonnantie van 4 oktober 2018 'tot invoering van de gelijkekansentest' in werking getreden is, dient dat evaluatieverslag opgenomen te worden in het verslag ter evaluatie van de impact van het ontwerp, welk verslag "gelijkekansentest" genoemd wordt, overeenkomstig het model dat opgenomen is in de bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 november 2018 'tot uitvoering van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkekansentest'.

Het zesde lid van de aanhef moet eveneens herzien worden in het licht van deze opmerking.

## ALGEMENE OPMERKINGEN

### Bekendmaking van de standaard ES-TRIN 2017/1

In advies 64.491/4, uitgebracht op 20 november 2018[1] heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

> "Le projet examiné vise à transposer la directive (UE) 2016/1629 du Parlement européen et du Conseil du 14 septembre 2016 'établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure, modifiant la directive 2009/100/CE et abrogeant la directive 2006/87/CE' [2].

[1] Advies 64.491/4, op 20 november 2018 uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 'tot omzetting van Richtlijn 2016/1629/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/64491.pdf.

[2] *Voetnoot 1 van het geciteerde advies*: Telle que modifiée par la directive déléguée (UE) 2018/970 du 18 avril 2018, qui a notamment remplacé la référence faite au standard ES-TRIN 2015/1 par une référence au standard ES-TRIN 2017/1.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Comme cette dernière, le projet dispose, en son article 7, paragraphe 3 :

> 'Le certificat de l'Union pour bateaux de navigation intérieure est délivré à un bâtiment à l'issue d'une visite technique effectuée avant la mise en service du bâtiment et visant à vérifier qu'il est conforme aux prescriptions techniques prévues aux annexes 2 et 5' [3].

Contrairement à l'annexe 5 – Dispositions de procédures détaillées, l'annexe 2 – Prescriptions techniques minimales applicables aux bâtiments navigant sur les voies d'eau intérieures des zones 1, 2, 3 et 4, ne reproduit pas les prescriptions techniques en question. Elle se limite, en effet, au texte suivant :

> 'Les prescriptions techniques applicables aux bâtiments sont celles qui sont énoncées dans le standard ES-TRIN dans sa dernière version (Standard européen établissant les prescriptions techniques des bateaux de navigation intérieure)' [4].

Comme l'indique la note au Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, ce standard développé par le Comité européen pour l'élaboration de standards dans le domaine de la navigation intérieure (en abrégé : CEVNI) organe créé par la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (en abrégé : CCNR), n'est pas contraignant en tant que tel. Il revient donc bien à la Région wallonne, mettant en œuvre la compétence que lui attribue l'article 6, § 1er, X, 11°, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles' de lui donner un tel caractère contraignant, afin d'assurer la transposition de la directive (UE) 2016/1629.

Conformément à l'article 190 de la Constitution, les prescriptions techniques énoncées dans le standard ES-TRIN 2017/1 doivent dès lors faire l'objet d'une publication dans la forme déterminée par la loi, pour se voir reconnaitre un caractère obligatoire. L'auteur du projet veillera donc à assurer la publication effective de ces prescriptions techniques au *Moniteur belge*.

L'annexe 2 du projet sera [revue] en ce sens."

Die opmerking geldt eveneens voor voorliggend ontwerp.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. In de aanhef dient een nieuw eerste lid ingevoegd te worden waarin verwezen wordt naar artikel 11 van de wet van 15 maart 1971 'betreffende de scheepvaartrechten te heffen op de scheepvaartwegen onder beheer van de Staat'. Dat artikel levert een rechtsgrond op voor de artikelen 65 tot 67 van voorliggend ontwerp, waarbij wijzigingen aangebracht worden in het koninklijk besluit van 7 december 2007 'tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart'.

[3] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Ce paragraphe transpose l'article 6, paragraphe 4, de la directive (UE) 2016/1629.

[4] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies*: À comparer avec l'annexe 2 de la directive (UE) 2016/1629, qui dispose : « Les prescriptions techniques applicables aux bâtiments sont celles qui sont énoncées dans le standard ES-TRIN 2017/1 ».

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

2. In het huidige eerste lid behoort niet naar de artikelen 19 tot 28 van de wet van 5 juni 1972 'op de veiligheid van de vaartuigen' verwezen te worden, aangezien die bepalingen niet de rechtsgrond van dit ontwerp vormen.

3. Het vijfde lid moet vervallen, aangezien artikel 16*bis* van de ordonnantie van 3 december 1992 'betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven, en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' niet de rechtsgrond van het ontwerp is.

4. In de aanhef moeten twee nieuwe leden ingevoegd worden waarin verwezen wordt naar respectievelijk het koninklijk besluit van 9 maart 2007 'houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk' (dat gewijzigd wordt bij de artikelen 61 tot 64 van het ontwerp) en het koninklijk besluit van 7 december 2007 'tot vaststelling van de tarieven van de retributies voor prestaties inzake het certificeren van vaartuigen voor de binnenvaart' (dat gewijzigd wordt bij de artikelen 65 tot 67 van het ontwerp).

5. Het zevende lid, waarin naar het advies van de Raad van State verwezen wordt, moet als volgt gesteld worden:

"Gelet op advies 65.170/4 van de Raad van State, gegeven op 4 februari 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;".[5]

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

In punt 25 dienen de woorden "van deze richtlijn" vervangen te worden door de woorden "van richtlijn 2016/1629".[6]

### Artikel 4

Artikel 4 dient aldus aangevuld te worden dat daarin verwezen wordt naar bijlage V bij het ontwerp, wat de samenstelling van de visitatiecommissie betreft.

[5] Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

[6] Overeenkomstig de definitie die gegeven wordt in artikel 2, punt 5.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Artikel 5

1. Deze bepaling dient aldus geredigeerd te worden dat de steller van het ontwerp niet de indruk wekt dat hij bevoegd is om aan de Europese Commissie de verplichting op te leggen om de andere lidstaten in te lichten.

2. De vermelding "Art. 5" dient gevolgd te worden door de vermelding "§ 1.".

Artikel 35

Het bijhouden van de Europese scheepsrompendatabank is een taak die bij artikel 19, lid 1, van richtlijn (EU) 2016/1629 aan de Europese Commissie opgedragen wordt. Die bepaling behoort dan ook niet omgezet te worden.

Artikel 35 moet dan ook vervallen.

Artikel 36

In het kader van de omzetting van artikel 19, lid 2, van richtlijn (EU) 2016/1629 moeten de woorden "bevoegde instantie" telkens vervangen worden door het woord "visitatiecommissie".

Artikel 38

De redactie van het tweede lid dient aldus herzien te worden dat gezorgd wordt voor een getrouwere omzetting van de laatste zin van artikel 19, lid 4, van richtlijn (EU) 2016/1629, welke zin als volgt luidt:

> "De lidstaten waarborgen dat het derde land of de internationale organisatie de gegevens niet overdraagt aan een ander derde land of een andere internationale organisatie, tenzij dat land of die internationale organisatie hiervoor uitdrukkelijke schriftelijke toestemming heeft verkregen en voldoet aan de door de bevoegde instantie van de lidstaat gestelde voorwaarden."

Artikel 50

De structuur van paragraaf 1 is niet duidelijk genoeg.

Men doet er beter aan in het eerste lid te schrijven "(…) van dit besluit aan stadsrondvaartboten die niet met elkaar in verbinding staande binnenwateren bevaren" en in het tweede lid "(…) van dit besluit aan alleenvarende duwbakken die beperkte trajecten van plaatselijk belang of in havengebieden afleggen".

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Artikel 51

Met het oog op een betere afbakening van de mogelijkheid die in de inleidende zin van artikel 51 aan de visitatiecommissie geboden wordt om ontheffingen of erkenningen van de gelijkwaardigheid toe te staan, dienen in die zin na de woorden "technische specificaties" de woorden "die gelden krachtens een uitvoeringshandeling als bedoeld in artikel 25, lid 1, van richtlijn 2016/1629" ingevoegd te worden.

Artikel 52

Artikel 52 moet aldus herzien worden dat artikel 26 van richtlijn (EU) 2016/1629 daarin getrouwer omgezet wordt. In dat artikel dient immers gepreciseerd te worden dat de ontheffingen waarin het voorziet, toegestaan worden, enerzijds, na het verstrijken van de overgangsbepalingen inzake de in bijlage II opgenomen technische voorschriften, en anderzijds, krachtens een uitvoeringshandeling als bedoeld in artikel 26, lid 1, van die richtlijn.[7]

Artikel 53

Aangezien voorliggend ontwerp een besluit is ter uitvoering van de wet van 5 juni 1972, moet artikel 53 van dit ontwerp, waarin er alleen aan herinnerd wordt dat de strafbepalingen van die wet van toepassing zijn, als overbodig vervallen.

Artikel 55

De uiterste datum van 30 december 2018 moet herzien worden teneinde de adressaten van deze norm over een redelijke termijn te laten beschikken om zich daarnaar te richten.

Artikelen 59 en 60

De artikelen 59 en 60 strekken ertoe wijzigingen aan te brengen in de artikelen 1, 11 en 12, van het koninklijk besluit van 8 maart 2007 'betreffende binnenschepen die ook voor niet-internationale zeereizen worden gebruikt'.

Doordat het koninklijk besluit van 19 maart 2009 'betreffende de technische voorschriften voor binnenschepen' in het kader van de omzetting van richtlijn (EU) 2016/1629 vervangen wordt, is evenwel een grondiger wijziging vereist van het koninklijk besluit van 8 maart 2007, en inzonderheid van de artikelen 3, 5, en 7 tot 10 ervan; dat zou het onderwerp kunnen uitmaken van een afzonderlijk besluit.

[7] Zie bijvoorbeeld artikel 27 van het besluit van de Vlaamse Regering van 5 oktober 2018 'tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen' en artikel 27 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

De artikelen 59 en 60 moeten derhalve ofwel aangevuld ofwel uit het ontwerp weggelaten worden.[8]

Artikel 61

1. De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom in het ontworpen artikel 1, 23°, van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 'houdende de bemanningsvoorschriften op de scheepvaartwegen van het Koninkrijk', de definitie van de term "stadsrondvaartboot" aangevuld wordt met de bepaling dat dit type boot "een lengte van de waterlijn van minder dan 25 meter" moet hebben, terwijl in artikel 1.01 van bijlage III bij het ontwerp bepaald wordt dat open stadsrondvaartboten een lengte van maximaal 20 meter mogen hebben en gesloten stadsrondvaartboten een lengte van maximaal 30 meter, waarbij die lengte gemeten wordt overeenkomstig de definitie die vervat is in artikel 2, punt 22, van het ontwerp.[9]

Artikel 61 moet herzien worden ter wille van de samenhang tussen die onderscheiden bepalingen.

2. Ook artikel 1, 27°, van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 zou gewijzigd kunnen worden, zoals de andere gewesten reeds gedaan hebben.[10]

Artikel 62

Er moet vermeld worden dat de woorden vervangen worden in "artikel 16, § 1, 1°, j), van hetzelfde koninklijk besluit".

Artikel 64

In de eerste zin van het ontworpen artikel 28 van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 is sprake van het "controleorgaan", terwijl in de tweede zin sprake is van de "visitatiecommissie".

Uit de definitie van de visitatiecommissie die gegeven wordt in artikel 61, 3°, van het ontwerp, waarin verwezen wordt naar artikel 2.01 van bijlage V bij het ontwerp, kan opgemaakt worden dat de visitatiecommissie voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het controleorgaan in kwestie is.

[8] Het lid van de aanhef waarin naar het koninklijk besluit van 8 maart 2007 verwezen wordt, dient in laatstgenoemd geval weggelaten te worden.

[9] Artikel 1, 25°, van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 bevat een soortgelijke definitie van de lengte (L).

[10] Zie het besluit van de Vlaamse Regering van 10 juli 2015 'tot wijziging van regelgeving met betrekking tot het mobiliteitsbeleid, de openbare werken en het vervoer en het verkeersveiligheidsbeleid, wat betreft bevoegdheden, overgedragen in het kader van de zesde staatshervorming', artikel 145, en het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, artikel 30, e).

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

Indien dat inderdaad het geval is, zou het beter zijn om in het ontworpen artikel 28 van het koninklijk besluit van 9 maart 2007 alleen de term "visitatiecommissie" te gebruiken.

In het andere geval zouden deze bepaling en de definitie van de visitatiecommissie, zoals die voorkomt zowel in artikel 2, punt 2, als in artikel 61, 3°, van het ontwerp, aldus herzien moeten worden dat de bedoeling van de steller ervan daarin beter tot uiting komt.

Opschrift van onderafdeling 3 en artikel 65

In de Franse tekst moet het correcte opschrift van het koninklijk besluit van 7 december 2007 vermeld worden.

Artikel 70

Volgens artikel 70 treedt dit besluit in werking op (lees: heeft dit besluit uitwerking met ingang van) 7 oktober 2018.

Krachtens een algemeen rechtsbeginsel hebben bestuurshandelingen evenwel in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan echter gewettigd zijn indien zij door de wet wordt toegestaan. Wanneer dat echter niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

Bijlagen

1. Bijlage V dient aldus herzien te worden dat bijlage V bij richtlijn (EU) 2016/1629 daadwerkelijk omgezet en niet louter overgeschreven wordt. Inzonderheid:

– dienen daarin woorden zoals "de lidstaten/elk der lidstaten/elke lidstaat", "de instanties van de lidstaat" en "de bevoegde instantie" vervangen te worden door de gewestelijke instantie die in het kader van de omzetting aangewezen is, behalve in de gevallen waarin uitdrukkelijk verwezen wordt naar de instanties van alle lidstaten of van een andere lidstaat (zoals bijvoorbeeld in artikel 2.09, punten 3 en 4, en artikel 2.17, punt 2);

– dient, in de artikelen 2.03, 2.17, en 2.18, de verwijzing naar "deze richtlijn" vervangen te worden door een interne verwijzing.

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡

2. Onder elke bijlage dient de volgende formule vermeld te worden:

"Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van (…) ter omzetting van Richtlijn (EU) 2016/1629 van het Europees Parlement en de Raad van 14 september 2016 tot vaststelling van de technische voorschriften voor binnenschepen, tot wijziging van Richtlijn 2009/100/EG en tot intrekking van Richtlijn 2006/87/EG".[11]

Daarenboven moet elke bijlage ondertekend en medeondertekend worden door dezelfde personen als die welke hun handtekening geplaatst hebben onder het besluit waarbij de bijlage gevoegd is.[12]

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Martine BAGUET

[11] Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-8-2.

[12] *Ibid.*, aanbeveling 172, e).

‡LW-BECTMBDBI-GFBHAVT‡